



CHAPITRE 47

Loi concernant la Communauté
régionale de l'Outaouais

[Sanctionnée le 30 juin 1976]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1969, c.
85, a.
142, mod.

1. L'article 142 de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85), modifié par l'article 1 du chapitre 85 des lois de 1974 et l'article 13 du chapitre 89 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, du mot « mai » par le mot « novembre ».

1974, c.
85, a. 6.
mod.

2. L'article 6 de la Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1974, chapitre 85), modifié par l'article 15 du chapitre 89 des lois de 1975 et remplacé par l'article 30 du chapitre 90 des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: « Ce règlement peut indiquer quelque partie du territoire de la Communauté où l'autorisation ne peut être accordée:

a) à moins que le terrain sur lequel doit être érigée la construction projetée, y compris ses dépendances, ne forme un ou plusieurs lots distincts sur le plan officiel du cadastre ou sur le plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil;

b) à moins que les services d'aqueduc et d'égout ne soient déjà installés dans la rue en bordure de laquelle la construction est projetée ou que le règlement décrétant leur installation ne soit en vigueur; et

CHAPTER 47

An Act respecting the Outaouais
Regional Community

[Assented to 30 June 1976]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 142 of the Outaouais Regional Community Act (1969, chapter 85), amended by section 1 of chapter 85 of the statutes of 1974 and by section 13 of chapter 89 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the word "May" in the first paragraph, by the word "November".

2. Section 6 of the Act to amend the Outaouais Regional Community Act (1974, chapter 85), amended by section 15 of chapter 89 of the statutes of 1975 and replaced by section 30 of chapter 90 of the statutes of 1975, is again amended by adding, at the end of the first paragraph, the following: "Such by-law may indicate part of the territory of the Community wherein authorization shall not be granted

(a) unless the land on which the intended structure is to be erected, including its dependencies, forms one or more separate lots on the official plan of the cadastre or on the subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code;

(b) unless the waterworks and sewer services are already installed in the street on which the structure is to be erected or the by-law ordering them installed is in force; and

c) à moins que le terrain sur lequel doit être érigée la construction projetée ne soit adjacent à une rue publique. »

(c) unless the land on which the intended structure is to be erected is adjacent to a public street."

Date de nomination du président.

3. La nomination faite le 30 janvier 1974 d'une personne au poste de président du comité exécutif de la Communauté régionale de l'Outaouais vaut, à tous égards, depuis le 19 décembre 1975, comme si cette nomination avait été faite au poste de président du Conseil de la Communauté.

Validité d'arrêtés en conseil.

Tout arrêté en conseil adopté depuis le 19 décembre 1975 et applicable à la personne visée dans l'alinéa précédent vaut, à l'égard de cette personne, quel que soit le titre à elle attribué dans ledit arrêté en conseil.

3. The appointment on 30 January 1974 of a person to the office of chairman of the executive committee of the Outaouais Regional Community is effective in every respect from 19 December 1975 as an appointment to the office of chairman of the Council of the Community.

Every order in council made on or after 19 December 1975 that is applicable to the person referred to in the preceding paragraph has effect in respect of that person, whatever may be the title ascribed to him in the said order in council.

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.